



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay Meslay

Parçay-meslay, le 02/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS

Boulevard de l'Industrie
ZI Les Poujeaux
37530 Nazelles-Négron

Références : 2026-070
Code AIOT : 0010003781

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/01/2026 dans l'établissement TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS implanté 13 Boulevard de l'Industrie Zone Industrielle 37530 Nazelles-Négron. L'inspection a été annoncée le 15/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS
- 13 Boulevard de l'Industrie Zone Industrielle 37530 Nazelles-Négron
- Code AIOT : 0010003781
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

-Situation de l'entreprise :

L'établissement TI GROUP AUTOMOTIVE SYSTEMS exerce une activité de production de tubes métalliques pour l'industrie automobile. Cet établissement emploie 174 salariés.

-Point sur le classement de l'établissement :

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°17347 du 16 juin 2005, ainsi que par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 18111 du 26 avril 2007 et n°18364 du 28 avril 2008.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 3260 : traitement de surface, le volume des cuves affectées au traitement étant de 70,5 m³ (autorisation) ;
- 2564.1.a : nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, le volume des cuves affectées au traitement étant de 1545 l (enregistrement) ;
- 2565-2.a : revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique - procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ou de cyanures), le volume des cuves affectées au traitement étant de 66400 l (enregistrement) ;
- 2940.3.a : application, cuisson, séchage de peinture (procédé mettant en œuvre des poudres organiques), la quantité maximale de produit mise en œuvre étant de 500 kg/j (enregistrement) ;
- 2560.2 : travail mécanique des métaux et alliages, la puissance maximum des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant de 780 kW (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2561 : Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2910.A.2 : combustion, lorsque l'installation consomme exclusivement seuls ou en mélange du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse: la puissance maximale de l'installation étant de 11,85MW (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2940.1.b : application, cuisson, séchage de peinture (produits à base de liquide par procédé «au trempé»), la quantité maximale de produit mise en œuvre étant de 330kg/j (déclaration avec contrôle périodique).

L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la fermeture totale du site qui entraîne une cessation totale d'activité

-Projets et investissements :

Sans objet.

-Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la dernière inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 3 | Cessation d'activité - Attestation de mise en sécurité | Code de l'environnement du 08/01/2026, article R. 512-39-1 - III | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 4 | Cessation d'activité - Mémoire de réhabilitation | Code de l'environnement du 08/01/2026, article R. 512-39-3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Cessation d'activité - Notification | Code de l'environnement du 08/01/2026, article R. 512-39-1 - I | Sans objet |
| 2 | Cessation d'activité - Calendrier mise en sécurité | Code de l'environnement du 08/01/2026, article R. 512-39-1 - II | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité - Notification

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2026, article R. 512-39-1 - I |
| Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative |
| Prescription contrôlée : I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. |
| Constats : |

L'inspection des installations classées a été informée le 12 mars 2025 par la presse des éléments de contexte suivants au sujet de la société TI GROUP AUTOMOTIVE située sur la commune de Nazelles-Négron :

- la baisse structurelle du nombre de véhicules produits en France et en Europe contraint la société TI GROUP AUTOMOTIV à réorganiser son activité ;
- l'usine de Nazelles-Négron va fermer ses portes d'ici la fin de l'année 2025 ;
- la plupart des employés quitteront leur poste à la fin du mois de juillet 2025 ;
- les lignes de production seront démantelées et transférées sur d'autres sites.

Par courrier du 18 mars 2025, l'inspection des installations classées a attiré l'attention de l'exploitant sur les dispositions réglementaires qui s'appliquent à son établissement pour la cessation d'activité, notamment les articles du Code de l'environnement R.512-39-1 et suivants modifiés et applicables depuis le 08 juillet 2024.

Par courrier du 19 septembre 2025, l'exploitant a notifié à la préfecture d'Indre-et-Loire l'arrêt définitif des activités de son usine basée au 13 boulevard de l'usine à Nazelles-Négron. Ce courrier détaille le planning prévisionnel de cessation d'activité par rubrique ICPE, à savoir :

- 2560 (travail mécanique des métaux) : les quelques machines qui pourraient subsister au-delà du 1er octobre seront en-dessous du seuil minimal de 150 kW
- 2565 (traitement chimique et électrolytique des métaux) : les lignes de traitement de surface seront arrêtées définitivement au 1er octobre
- 2561 (transformation de polymères) : les lignes d'extrusion seront arrêtées définitivement au 1er octobre ;
- 2921 (refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) : la tour de refroidissement sera arrêtée définitivement au 1er octobre
- 2940 (application et séchage de peinture au trempé sur support métallique) : les lignes utilisant ces procédés seront définitivement arrêtées au 1er octobre
- 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs) : les chariots automoteurs restant dans l'usine pour les dernières opérations au-delà du 31 octobre n'impliqueront pas de puissance de charge supérieure au seuil minimal de 50 kW
- 4715 (utilisation et stockage d'hydrogène) : les lignes utilisant de l'hydrogène étant arrêtées au 1er octobre, le stock d'hydrogène aura quitté le site avant le 31 octobre
- 2910 (installations de combustion) : l'activité résiduelle et les activités de démantèlement contraindront probablement à conserver la chaufferie entière en fonctionnement jusqu'à fin décembre. Début 2026, une des deux chaudières pourra être mise à l'arrêt définitif, ce qui amènera l'installation au gaz en-dessous du seuil minimal de 1 MW.

Dans son courrier, l'exploitant précise également qu'une équipe de transition, responsable du transfert de moyens, du démantèlement et de la mise en sécurité poursuivra son activité jusqu'à fin mars 2026. L'accès au site restera limité par un portail automatique nécessitant un badge à l'ouverture. L'exploitant a engagé la société APAVE Exploitation France pour entamer la procédure et les dossiers réglementaires. Pour finir, l'exploitant indique qu'il a engagé avec la société LHH une recherche de repreneur industriel ou logistique qui ont fait l'objet de quelques marques d'intérêt.

Lors de la visite d'inspection du 9 janvier 2026, l'exploitant a confirmé qu'à ce jour, il ne reste sur site que l'équipe de transition composé d'une trentaine de salariés.

La majeure partie des lignes de production (ligne de transformation mécanique des métaux, ligne

de zincage) ont été mises à l'arrêt, démantelées et transférées dans des sites satellites depuis octobre. Une partie des lignes est encore présente et sera mise à l'arrêt définitif et démantelée en mars 2026 (ligne de co-extrusion, ligne d'extrusion). Il reste encore une machine de production dans l'atelier en fonctionnement, qui devrait s'arrêter d'ici fin janvier 2026. Pour finir, l'automation est encore en activité réduite, et devrait s'arrêter définitivement fin mars.

Au jour de l'inspection, le calendrier prévisionnel est le suivant :

- Continuer la mise en sécurité du site
- Fin mars : avoir évacué l'ensemble du matériel et des produits restants sur site
- Fin octobre : arrêt de toutes les activités administratives et de la présence de salarié sur le site ; arrêt de l'électricité, de l'eau et du gaz.

L'exploitant a notifié au préfet l'arrêt de ses activités. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité - Calendrier mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2026, article R. 512-39-1 - II

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

Constats :

Par courrier du 19 septembre 2025, l'exploitant a notifié au préfet l'arrêt de ses activités, le calendrier prévisionnel de mise en sécurité associé (cf. point de contrôle précédent).

Lors de la visite d'inspection du 09 janvier 2026, il a été constaté que les actions suivantes permettant la mise en sécurité du site ont été réalisées par l'exploitant :

- Les principaux produits chimiques ont été évacués, à savoir 20m³ de sulfate de zinc (en filière destruction), 3m³ de soude (vendu pour utilisation), 1,5m³ d'acide sulfurique (vendu pour utilisation)
- Les produits stockés sous forme de bidons ont été et vont être transférés sur des sites satellites du groupe pour les bidons neufs, et envoyés en destruction pour les bidons usagés
- Les stocks d'hydrogène et d'azote ont été évacués par AIR LIQUIDE (propriétaire)
- L'ensemble du circuit d'eau de la tour aéroréfrigérante a été éliminé
- Les bennes de tri sélectif sont éliminées au fur et à mesure de leurs remplissages
- L'exploitant a réalisé une série de petits travaux visant à combler les trous laissés par le

démantèlement des lignes de production au fur et à mesure.

L'inspection précise que la STEP et la TAR doivent être entièrement vidées de tout produit dans le cadre de la mise en sécurité du site, mais ne doivent pas obligatoirement être évacuées.

Enfin, le site est entièrement clôturé, l'entrée est fermée au public. Les systèmes d'alarmes incendie asservies à une société externe sont encore fonctionnels, le système de cadre d'astreinte est maintenu.

L'exploitant a confirmé lors de la visite d'inspection que l'attestation de mise en sécurité sera réalisée par la société APAVE lorsque l'ensemble des lignes de production aura été évacué, soit normalement fin mars 2026.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cessation d'activité - Attestation de mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2026, article R. 512-39-1 - III

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV. Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Constats :

L'exploitant a confirmé lors de la visite d'inspection que l'attestation de mise en sécurité sera réalisée par la société APAVE lorsque l'ensemble des lignes de production auront été évacuées, soit normalement fin mars 2026.

L'exploitant devra notifier à l'inspection des installations classées l'avancement de la production de l'attestation de mise en sécurité du site, et la transmettre dès réception de celle-ci.

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 4 : Cessation d'activité - Mémoire de réhabilitation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2026, article R. 512-39-3 |
| Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.</p> <p>Pour les installations relevant de l'article L. 181-28, le mémoire décrit les opérations déjà réalisées et celles restant à mettre en œuvre en application des conditions de réaménagement fixées par l'autorisation. Le diagnostic prévu dans le mémoire de réhabilitation tient compte des investigations déjà réalisées dans ce cadre et est proportionné aux enjeux du site, compte tenu des caractéristiques des milieux environnants et du ou des usages futurs du site.</p> <p>Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par</p> |

l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer, dans son mémoire de réhabilitation, le maintien sur le site d'une ou de plusieurs zones de pollutions concentrées, lorsque sont réunies les conditions suivantes :

1° Le maintien sur le site ne porte pas atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 ;

2° Le maintien sur le site inclut la coupure des voies de transfert des pollutions concentrées ;

3° Le bilan environnemental global du maintien sur le site des pollutions concentrées est plus favorable que celui de leur suppression ;

4° L'attestation qui doit être produite avec le mémoire de réhabilitation prévu à l'antépénultième alinéa du I confirme que les conditions fixées aux trois alinéas précédents sont remplies.

Le préfet peut arrêter des prescriptions permettant le respect des conditions fixées à ces mêmes alinéas.

Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif. Pour les installations mentionnées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire de réhabilitation contient, en outre, l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.

Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation.

Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

Constats :

Par courrier du 15 janvier 2026, l'exploitant a transmis au président de la communauté de communes Val d'Amboise que l'usage futur prévu pour le site est un usage industriel.

Par courriel du 28 janvier 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le diagnostic initial réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation prévu pour la cessation totale d'activité. Ce diagnostic reprend correctement l'historique du site, sa situation au titre des rubriques ICPE, ou encore les sources potentielles de pollutions des sols identifiées.

Le programme d'investigation prévoit 55 sondages de sols avec des analyses chimiques à réaliser selon les sources spécifiques identifiées (notamment ML8, Chrome VI, Titane, Zirconium, Hydrocarbures Totaux C5-C40, HAP, BTEX, COHV, PFAS, Alcools, PCDD/F, solvants polaires, phosphates et formaldéhyde). Le programme d'investigation prévoit également 5 point d'analyses de gaz des sols (TPH, BTEXN et COHV).

Le diagnostic précise également que les observations réalisées lors de la visite du site montre qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place des mesures d'urgences liées à la protection de l'environnement.

L'exploitant n'a pas encore réalisé le mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois